

INFO OUEST-FRANCE. Abus sexuels dans le yoga : les dirigeants de Sivananda savaient depuis 2000

Deux enquêtrices indépendantes affirment que l'organisation qui a contribué à la popularité du yoga en Occident aurait attendu plus de dix ans avant d'évincer un des dirigeants accusé d'exhibition et d'attouchements par au moins sept femmes.



Un premier rapport d'enquête sur les abus sexuels au sein de l'organisation Sivananda a été publié le 30 juin. | CORINE MONNERIE/OUEST-FRANCE

[Ouest-France](#)

Stéphane GALLOIS. Publié le 30/06/2020 à 17h14

De nombreux pratiquants le suspectaient, [un rapport d'enquête](#) le confirme : les [allégations d'abus sexuels](#) à l'encontre d'un dirigeant de l'organisation de yoga Sivananda étaient connues des sept autres membres du conseil de direction dès l'année 2000. « **Des allégations qui se sont pourtant répétées au moins jusqu'en 2010 avant que l'auteur présumé ne soit mis à la retraite en 2013** », rapporte la juriste Carol Merchasin.

Avec une psychothérapeute, l'avocate californienne a entendu [plus de trente femmes](#) qui se disent victimes de harcèlement sexuel, et même de viols, au sein de cette école de yoga dotée de plus de quatre-vingts sites dans le monde et très présente en Occident. Sept d'entre elles ont témoigné contre cet homme d'origine italienne dans le rapport rendu public ce mardi 30 juin.

Une lanceuse d'alerte écartée

« **J'ai interrogé une ancienne membre du conseil de direction qui affirme avoir rapporté un cas d'inconduite devant l'ensemble du conseil en 2000** », explique l'avocate. Selon cette femme, l'auteur présumé aurait reconnu les faits devant ses pairs avant d'ajouter qu'il ne recommencerait pas. « **Le conseil a pris acte et est passé à autre chose** », indique encore l'avocate qui a corroboré ce témoignage. Bizarrement, la dirigeante qui avait donné l'alerte a été écartée du conseil quelques mois plus tard à l'occasion d'un vote où elle n'était pas présente.

Les membres actuels du conseil, dont plusieurs siégeaient déjà à l'époque, n'ont pas souhaité répondre aux enquêtrices, ni commenter ces allégations. Ils rappellent toutefois « **qu'une politique anti-harcèlement a été mise en place dès 2007** » au sein de l'organisation.